

entre la croissance économique et la consommation pétrolière grâce à l'évolution des structures de nos économies dans le domaine de l'énergie.

"Conscients du fait que nos pays sont encore vulnérables et que les difficultés d'approvisionnement restent une menace potentielle à la reprise de la croissance de nos économies, nous accélérerons la mise en valeur et l'utilisation de toutes nos sources d'énergie — conventionnelles aussi bien que nouvelles — et continuerons de promouvoir les économies d'énergie de même que le remplacement du pétrole par d'autres combustibles..."

"Dans la plupart des pays, les progrès accomplis en matière d'installations nucléaires nouvelles sont lents. Chacun d'entre nous oeuvrera pour une meilleure acceptation de l'énergie nucléaire par le public en sachant répondre aux craintes exprimées en matière de sécurité, de santé, de traitement des résidus et de non-prolifération nucléaire..."

"Nous prendrons des mesures pour tirer parti au maximum de la production, du commerce et de l'utilisation du charbon, et ferons tout notre possible pour nous assurer qu'un accroissement de son utilisation ne porte pas atteinte à l'environnement."

"Nous agissons également pour que se développe au maximum de nos moyens la mise en oeuvre des énergies renouvelables telles que la géothermie, l'énergie



Bob Cooper

Le premier ministre Trudeau (à gauche) et le président Mitterrand (à droite) s'entretiennent avec le président Reagan.

solaire et la biomasse...

"Nous avons également examiné les effets des relations économiques Est-Ouest sur nos intérêts politiques et notre sécurité. Nous reconnaissons qu'à ces relations correspond un équilibre complexe d'intérêts et de risques. Nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de nous consulter et, le cas échéant de coordonner

nos actions afin de nous assurer qu'en matière de relations Est-Ouest nos politiques économiques restent compatibles avec nos objectifs politiques et de sécurité.

"Nous entreprendrons de nous consulter en vue d'améliorer le système actuel de surveillance du commerce avec l'URSS des produits stratégiques et des technologies qui y sont associées..."

Expérience pilote de services gouvernementaux de télécommunication

Le ministère des Communications entreprendra, à la fin de l'année, une expérience pilote importante en vue de fournir un service de télécommunication entre certains bureaux du gouvernement fédéral. Ce sera la première fois que le gouvernement exploitera des voies du satellite Anik B de Télésat Canada pour son propre usage.

Au moyen de ce satellite, l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) assurera la liaison d'un réseau expérimental de communication établi au sein du ministère des Communications.

L'ATG, d'une part, évaluera la diffusion par voie électronique de documents et de messages personnels, d'autre part, elle mettra à l'essai des services par satellite pour la transmission de messages phoniques, pour la téléinformatique et pour les téléconférences.

Participeront également à l'expérience pilote, le Service de l'environnement

atmosphérique du ministère de l'Environnement et la Commission de l'emploi et de l'immigration.

Le Service de l'environnement atmosphérique désire améliorer ses communications internes, afin de fournir des prévisions plus sûres et de rendre les renseignements climatologiques plus accessibles à leurs utilisateurs. L'expérience lui sera donc utile car elle lui permettra d'évaluer dans quelle mesure il sera rentable de transmettre des cartes de la météo entre des centres météorologiques et de permettre l'accès, par satellite, à des données enregistrées dans un ordinateur central.

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada évaluera, quant à elle, la rentabilité de l'utilisation des systèmes à satellites pour améliorer ses propres communications administratives et ses services au public. Parmi les applications dont elle fera l'essai, notons l'utili-

(suite à la page 8)

Aide aux réfugiés indochinois

Pour aider les réfugiés indochinois à devenir le plus rapidement possible des membres à part entière de la société canadienne, le gouvernement a approuvé des crédits supplémentaires de \$4,3 millions.

Cet argent est destiné aux 60 000 réfugiés indochinois déjà au Canada et aux 10 000 autres attendus cette année.

De cette somme, \$3,373 millions iront au Programme d'aide à l'adaptation et serviront à satisfaire aux nécessités de la vie des nouveaux arrivants jusqu'à ce qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes.

Le reste, soit \$927 000, sera remis aux divers organismes communautaires bénévoles, sous contrat avec la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. L'argent servira à l'accueil, l'information, la présentation, la traduction, l'interprétation, l'orientation et le counselling. Plus de 120 organismes bénévoles sous contrat fournissent de tels services communautaires d'établissement.